

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je tiens à assurer le député que j'ai autant de bons agriculteurs dans ma circonscription qu'il en a dans la sienne. Je me tiens en contact avec eux comme il le fait lui-même. Je consulte constamment mon collègue, le ministre de l'Agriculture. On a demandé aux fonctionnaires de nos deux ministères de préparer d'urgence à l'intention du cabinet un rapport détaillé. Entre-temps, j'ai ordonné qu'on ait immédiatement les entretiens qui s'imposent avec les autorités américaines.

[Plus tard]

M. Kenneth J. Higson (Lincoln): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Agriculture. Les associations de fructiculteurs lui ont-elles présenté des instances où elles exprimaient leur inquiétude au sujet de la crise actuelle dont le représentant de Kent-Essex a parlé et nous dira-t-il les démarches qu'il a faites auprès du ministre des Finances pour aider les fructiculteurs canadiens à obtenir une juste contrepartie pour leurs produits sans que l'influence néfaste des produits étrangers se fasse sentir?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, ils m'ont adressé des instances et j'ai fait des démarches auprès du ministre des Finances au cours de mes consultations. J'ai parlé avec le ministre de l'Agriculture de l'Ontario vers 12 h 30 aujourd'hui; il est convaincu que nous faisons tout notre possible et que si nous agissons aussi rapidement que nous en avons l'intention, ce sera plus que satisfaisant.

Une voix: Allons donc!

[Plus tard]

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question est supplémentaire à celles qui ont été posées au ministre de l'Agriculture. Étant donné que le premier ministre a dit que le ministre de l'Agriculture s'occupe de la politique gouvernementale importante de la protection du producteur, politique à laquelle doivent prendre part les ministres des Finances, de l'Industrie et

Questions orales

du Commerce, et de la Consommation et des Corporations, ...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député veut-il bien poser sa question? A mon avis, son introduction est un peu longue.

M. Whittaker: J'aimerais demander au ministre de l'Agriculture ce qu'il a recommandé au gouvernement à l'égard de la situation du marché canadien des cerises.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je pense que le député sait qu'il faut parfois savoir se montrer patient et attendre.

* * *

● (1500)

LES FINANCES

LA DETTE D'UNE SOCIÉTÉ D'APPARTENANCE ÉTRANGÈRE ENVERS LE TRÉSOR—LES MESURES DE RECOUVREMENT ENVISAGÉES

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que l'Auditeur général, dans son dernier rapport, accuse le ministère de l'Industrie et du Commerce de ne pas avoir protégé un compte de 2.7 millions de dollars en fonds publics dont est redevable une société non identifiée, le ministre confirmera-t-il que la Canadian Marconi Limited, société d'appartenance étrangère, est la firme en question et dira-t-il à la Chambre quelles mesures on a prises pour résoudre le problème?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne saurais le confirmer.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ni le nier non plus.

M. Knight: Le ministre pourrait-il se renseigner et dire à la Chambre si l'absence de protection du compte de 2.7 millions de dollars provenait uniquement d'une mauvaise administration ou si l'influence de libéraux éminents comme Hazen Hansard, administrateur de la Canadian Marconi Limited ...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député sait qu'une question posée de cette façon est irrecevable.